

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18708 - 73ÈME ANNÉE

Résister au projet de casse sociale du nouveau pouvoir

Faire entendre la voix des travailleurs réunionnais



Max Banon lors du défilé du 1er mai dernier.

Le président de la République a reçu hier les syndicats et le patronat pour exposer les grandes lignes de la remise en cause du Code du Travail. Sur le contenu et la méthode, les désaccords sont nombreux avec les représentants des travailleurs. Une chose est sûre : rien ne se fera avant que soit élue la nouvelle Assemblée nationale. Pour imposer au gouvernement une autre méthode et un autre contenu, il reste la possibilité d'élire une majorité de députés des forces de progrès. À La Réunion, le PCR soutient la candidature de Max Banon, responsable de la CGTR. Très engagé dans les luttes sociales, il fera entendre la voix des travailleurs.



Mobilisation l'année dernière contre la Loi Travail.

Dans son programme de candidat, Emmanuel Macron a annoncé plusieurs mesures qui s'opposent au progrès social. Il envisage notamment la suppression de 120.000 postes de fonctionnaires, ainsi qu'une refonte du Code du Travail favorable aux employeurs. C'est au sujet de ce dernier point que le président de la République rencontrait hier les syndicats et les organisations patronales.

Les travailleurs menacés

Sur la forme, le chef de l'État veut aller vite. Il veut faire adopter cette refonte par la voie des ordonnances. Un tel procédé coupe court à la possibilité d'un débat parlementaire en bonne et due forme. C'est une manière expéditive qui n'est pas sans rappeler l'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution, qui a permis de faire adopter notamment la Loi Travail par le simple fait du rejet d'une motion de censure.

Sur le contenu, les annonces vont dans le sens d'une régression des droits des travailleurs. Car le projet vise à consolider les reculs de la Loi

Travail. Rappelons que les mesures emblématiques de ce texte sont la facilitation des licenciements et l'affaiblissement des syndicats. Pour cela, le texte adopté en 2016 utilise l'inversion de la hiérarchie des normes. Il permet d'appliquer des accords d'entreprise qui donnent moins de droit que ceux prévus dans la loi. L'acte 2 de la Loi Travail voulu par le chef de l'État va encore plus loin dans cette logique, tout en diminuant la protection des travailleurs face aux licenciements. Le projet d'Emmanuel Macron veut en effet plafonner les indemnités perçues par un salarié victime d'un licenciement abusif. Cette mesure ouvre la porte à toutes les dérives. Avec ce plafond, un patron peu scrupuleux saura à l'avance le montant de la sanction qu'il encourt et pourra prévoir cette somme dans son budget. C'est un véritable permis de licencier qui se mettra en place.

Importance des législatives

Ce projet fait l'objet d'une forte opposition de la part des syndicats qui

se sont opposés à la Loi Travail. Les défilés du 1er mai dernier avaient montré leur détermination à ne pas laisser passer cette nouvelle tentative de régression des droits sociaux.

À l'issue de ces entretiens, le président de la République a confirmé la méthode et le calendrier. Mais au lendemain de l'élection présidentielle, rien n'est joué quant au contenu. En confiant le poste de Premier ministre, ainsi que les ministères de l'Économie et des Finances à des personnes venant du parti Les Républicains, Emmanuel Macron fait pencher son gouvernement à droite. Si c'est la majorité présidentielle qui l'emporte aux législatives, alors le président de la République disposera des moyens pour mener cette politique.

La voix des travailleurs

Cela situe l'importance de ces élections législatives. En envoyant un maximum de députés des forces de progrès, il sera possible de peser suffisamment pour que ce soit une autre politique qui soit appliquée. Le PCR compte apporter sa contribution à cette lutte avec l'élection de trois députés : Julie Pontalba, Gilles Leperlier et Max Banon. Ce dernier est bien connu pour son implication dans les luttes syndicales depuis plus de 30 ans. L'année dernière, Max Banon, responsable de la CGTR, était de toutes les mobilisations contre la Loi Travail. Sa candidature soutenue par le PCR souligne le choix du Parti communiste réunionnais : faire entendre la voix des travailleurs. Ce combat rappelle que l'alliance des communistes et des syndicats a permis de grandes avancées pour les Réunionnais durant la bataille pour l'égalité sociale. Comme l'a souligné Max Banon lors de son intervention au rassemblement du PCR dimanche, le système né de la départementalisation est arrivé à bout de souffle. Cela amène à changer de cadre pour évoluer vers la responsabilité. Pour que les intérêts des travailleurs soient entendus face à un gouvernement qui projette d'appliquer un programme de casse sociale, il est essentiel qu'ils soient représentés à l'Assemblée nationale.

Edito

Pour les mêmes faits qu'Ericka Bareigts, Marisol Touraine risque l'exclusion du PS pour « trahison »

Voici un article de la radio France Bleu Touraine qui rend compte de la réaction de la Fédération PS de ce département quand elle a constaté que la ministre sortante fait campagne en effaçant le logo du PS de son matériel de propagande tout en se annonçant vouloir siéger dans la majorité présidentielle :

« Trahison, opportunisme, stratégie personnelle... Les couteaux sont sortis et visent Marisol Touraine. Les socialistes se disent écœurés et surtout trahis par sa conversion accélérée au macronisme et à la majorité présidentielle lors de ces législatives.

Mais c'est surtout son dispositif de campagne qui a mis le feu aux poudres. Entre une affiche électorale sans aucun logo du PS et une lettre de candidature avec en Une le nom d'Emmanuel Macron bien visible, c'en est trop pour les socialistes.

« Lorsqu'on est investi par des militants socialistes, que l'on doit sa place pour beaucoup aux militants socialistes, oui, c'est ressenti comme une trahison » Emilie Delcher, secrétaire fédérale du PS en Indre-et-Loire

Francis Gérard a donc choisi de lancer une procédure d'exclusion contre Marisol Touraine. La balle est désormais dans le camp de Solférino. Et ce n'est pas tout puisqu'une cinquantaine de militants et de membres du bureau fédéral viennent de lancer un appel aux électeurs de gauche de cette 3e circonscription. Ils les appellent à ne pas voter pour Marisol Touraine. Et à lui préférer les autres

candidats « fidèles aux valeurs de gauche et de l'écologie » »

À La Réunion, Ericka Bareigts, une autre ministre sortante a effacé le logo du PS de son tract de campagne. Son tract ne mentionne pas non plus le mot « socialiste » et se conclut de la manière suivante : « la large victoire d'Emmanuel Macron nous offre la possibilité de poursuivre le redressement du pays ». Lors du débat télévisé de jeudi dernier, elle a affirmé qu'elle comptait siéger dans la majorité qui soutiendra Emmanuel Macron.

Marisol Touraine était une ministre d'une autre envergure qu'Ericka Bareigts. Cela ne lui a pas permis de bénéficier de l'impunité et une procédure d'exclusion du PS est lancée à son encontre pour les mêmes faits qu'Ericka Bareigts.

Tout le monde attend donc de la part de la Fédération socialiste de La Réunion la même attitude que celle de la Fédération socialiste d'Indre et Loire au nom du principe d'égalité réelle si cher au PS. Autrement dit : que la Fédération PS de La Réunion lance une procédure d'exclusion visant Ericka Bareigts et appelle à voter pour les autres candidats « fidèles aux valeurs de gauche et de l'écologie ».

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Hier à la permanence de Julie Pontalba

Rencontre de solidarité avec les Chagossiens à Saint-Denis

Julie Pontalba, candidate de l'union PCR-France Insoumise, organisait hier à sa permanence électorale à Saint-Denis une rencontre de solidarité avec les Chagossiens. Cette réunion a permis de développer un des thèmes de la campagne menée par le PCR et Jean-Luc Mélenchon lors de la campagne présidentielle : la paix. Voici le communiqué diffusé hier par Julie Pontalba présentant cette rencontre.

Mercredi dernier, le 17 mai, une délégation du Groupe de Réfugiés Chagos a rencontré le Pape François afin qu'il plaide en faveur de leur retour dans leurs îles natales. Ils en ont été expulsés par la Grande-Bretagne dans les années 60. A leur place, il y a maintenant la base militaire américaine de Diego Gracia. Ils ont été jetés à la rue, à Maurice et aux Seychelles. Le crime dure depuis un demi-siècle. Un Comité de Solidarité a été créé à La Réunion. La Conférence des évêques de l'océan indien soutient leur combat. Demain, mercredi 24 mai, le chef de l'Eglise recevra le Président des Etats Unis, un des acteurs majeurs de la solution. Ce croisement de calendrier est une chance exceptionnelle. Le Pape réussira-t-il à nouer le dialogue nécessaire, comme il a fait pour Cuba ? Pour des militants de la Paix que nous sommes, il est urgent d'abrèger les souffrances des expulsés Chagossiens. Cette démarche politique prend tout son sens dans le cadre des élections françaises et de la solidarité indéfectible des Réunionnais envers leurs voisins. En effet, le 9 avril, Jean Luc Mélenchon, candidat à la Présidence de la République Française, a prononcé un discours mémorable à Marseille sur la Paix ; ce qui a lui a valu beau-



Julie Pontalba et son suppléant, Stéphane Ducamp.

coup d'éloges et d'être qualifié de Président de la Paix. Dimanche 16 avril, au meeting organisé à Savannah par le PCR pour soutenir sa candidature, une motion a été votée. Celle-ci était intitulée : "Non à la destruction du peuple de Chagos". Le texte a été porté directement aux Chagossiens qui manifestaient devant l'ambassade de Grande Bretagne, le mercredi 19 avril. Le PCR en a rendu compte le 21 avril dans un communiqué.

Nous sommes des militants de la Paix. Soyons acteurs-et non spectateurs - d'un évènement qui se déroule dans notre voisinage. Informons davantage la population réunionnaise et encourageons les initiatives. En tant que candidate du Pcr et France Insoumis, je souhaite prolonger les initiatives de Mélenchon et du PCR, à la veille de la rencontre du Pape et de Trump.

In kozman pou la rout

« Lo shate i gard zoizo ziskatan li tonm »

Mi koné pa si zot la fine avèy lo shat apré trap zoizo. Si zot la pankor vi, pran in pé lo tan épi rogard. Si zot la fine oir, moïn lé sir zot i sar pa di lo kontrèr d'sak mi ékri zordi. Zoizo lé dsi in fil an otèr, lo shat lé koushé dann zèrb san bouzé. Zoizo i krin pa arien mé lo shat, konm k'i diré, i pans pa parèy. Son zyé vèr jone lé fiks avèk pétète in pti tranbloman tazantan. Si zoizo I shap toutsuit lé bon pou li, mé si li aspèr tro la pa bon pou li... I diré, zoizo I komans ète jéné épi toudinkou, I dire li lé présé pou shapé. Li sar pran son distans. Sof ké toudinkou, olèrk gingn volé, li tonm atèr é lo shat i kap ali. In kou d'azar ? Mi pans pa, pars, sanm pou moïn, lo shat la noptiz zoizo-la... Antansyon pa k'i ariv azot in n'afèr konmsa sans prop konm sans figuré. Touléka mi lès azot kass z'ot koko la dsi si zot i sousyé pou sa é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Union européenne

Younous Omarjee conduit la délégation du Parlement européen aux Açores

12 députés européens sont actuellement aux Açores pour participer à une visite permettant de mieux comprendre les défis auxquels les RUP sont confrontées. Younous Omarjee, député réunionnais de l'Union des Outremer, conduit la délégation. Voici son communiqué.

En tant que 1er Vice-Président de la commission développement régional (REGI), Younous Omarjee préside la délégation du Parlement européen qui est aux Açores (Région Ultrapériphérique portugaise) de ce mardi 23 Mai au Jeudi 25 Mai. Une délégation composée de 12 députés européens de tous les groupes politiques du Parlement européen.

Une rencontre est prévue au commencement de la mission avec le Président des Açores, Monsieur Vasco Alves Cordeiro, qui sera suivie d'une conférence de presse.

De nombreuses visites de terrain sont à l'agenda de la délégation du

Parlement européen. Une première série sera tournée vers les questions de la transition énergétique et environnementale avec notamment les visites de la station géothermale de Pico Vermelho, d'un projet de réhabilitation environnementale d'un lagon des Açores, et d'un site de production de biomasse. Une seconde série abordera la recherche et le développement notamment avec les visites du parc technologique de São Miguel, de l'université des Açores, et de la bibliothèque et du centre régional d'archives. Une troisième série sera quant à elle dédiée à la question du développement économique et social des Açores, en allant à la rencontre des acteurs économiques, et

avec les visites d'un projet portuaire, et d'une crèche.

Pour le Député européen Younous Omarjee « cette délégation du Parlement européen aux Açores est importante. Elle permettra aux députés européens de mieux comprendre la réalité des RUP, leurs spécificités et leurs défis alors que sont engagées les premières réflexions sur l'avenir des politiques européennes dans le cadre de la préparation des futures négociations avec le Conseil européen et la Commission sur les programmes post-2020 qui vont conditionner l'avenir de toutes les Régions ultrapériphériques ».

Organisation mondiale de la Santé

Tedros Adhanom Ghebreyesus nouveau Directeur Général de l'OMS

Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus a été proposé par le Gouvernement de l'Éthiopie et commencera son mandat de cinq ans le 1er juillet 2017. Il succède au Dr Margaret Chan.

Hier, les États Membres de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont élu le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus au poste de Directeur général de l'OMS.

Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus a été proposé par le Gouvernement de l'Éthiopie et commencera son mandat de cinq ans le 1er juillet 2017.

Avant son élection pour devenir le prochain Directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus a été, en Éthiopie, Ministre des affaires étrangères de 2012 à 2016 et Ministre de la santé de 2005 à 2012. Il a été également Président du Conseil du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ; Président du

Conseil du Partenariat Faire reculer le paludisme et Coprésident du Conseil du Partenariat pour la Santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant.

En tant que Ministre de la santé en Éthiopie, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus a dirigé un effort de réforme complète du système de santé du pays avec le développement des infrastructures sanitaires et la création de 3500 centres de santé et de 16 000 postes de santé ; il a augmenté les effectifs des personnels soignants de 38 000 agents de vulgarisation ; et il a initié des mécanismes de développement pour étendre la couverture de l'assurance-maladie. En tant que Ministre des affaires étrangères, il a dirigé l'effort pour négocier le Programme d'action d'Addis-Abeba,

dans le cadre duquel 193 pays se sont engagés à faire les financements nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable.

En tant que Président du Fonds mondial et de Faire reculer le paludisme, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus a obtenu des financements record pour ces deux organisations et a créé le Plan d'action mondial contre le paludisme, qui a étendu la couverture de l'initiative au-delà de l'Afrique pour en faire bénéficier aussi l'Asie et l'Amérique latine.

Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus succédera au Dr Margaret Chan qui est Directeur général de l'OMS depuis le 1er janvier 2007.

Ot é

La responsabilité ? Ala in bon késtyon bien pozé

Si zot i sava souvandéfoi rényon nout parti kominis, moin lé sir zot la fine antann so fraz-la-moin la antann sa ankor dimansh !- L'ané 1848 lété l'èr la libèrté avèk l'abolisyon l'ésklavaz, l'ané 1946 sète l'égalité avèk la finisyon pou lo réjime kolonyal, zordi ni réklam rant dann l'èr la responsabilité. Sé dir si l'étap ni sava fé sé in l'étap inportan. La responsabilité, sé pou mète anlèr in politik bann rényoné la majiné é pou zot : par bann rényoné, é pou bann rényoné.

In rèv ?

Non va ! In manyèr pou nou d'ansort anou. Pars, si ni kalkil bien, la loi 1946 dsi la départmantalizasyon la pèrmète anou fé dé shoz isi mé sa la pèrmète anou d'ète in départman atipik : dévlopé, konm pa. Dévlopé suivan dé sèrtènn shoz, pa dévlopé dsi d'ot poinn vizé. Nana in bone rézon pou sa : sé ké la politik La Frans isi La Rényon la ranplas lo kolonyalis pir é dir par lo néo-kolonyalis é sa sé konm in nouvo shène nou l'amar avèk nout pyé.

In réaliét sa ?

Oui, sirman pa in n'afèr lé né dann nout tètémé in kékshoz i aparète kan i fé l'analiz dé shoz isi. In l'égzanp, la pa bézoin san pou konprann : ni fé vni pou sink milyar marshandiz dopi déor, mé ni éspòrt arienk pou troi-kat san milyon. Sé dir koman nou lé andikapé dsi lo poinn vizé nout prodiksyon intèryèr... Arzout èk sa lo troi kar nout l'éspòrtasyon i sort La Frans épi l'érop. Trépé i sort dann bann péi nout l'antouraz - in mové rol pou nout bilan karbone.

Nou v'arète tèrta, mé nou va bien romark dann d'ot domenn galman, lo zoutiy La Frans la mète isi pou nou lé loin d'ète in bann zoutiy pèrforman, mé nou va an roparl de sa, pars la responsabilité ala, pou moin, in bon késtyon bien pozé par nout parti kominis rényoné.

Justin